

L'ajournement

vinces et les municipalités à l'amélioration du système de transport.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources mettra sur pied un conseil consultatif national chargé de promouvoir la coopération entre le gouvernement et l'industrie, ainsi que d'établir des objectifs de rendement énergétique pour chaque secteur industriel du Canada. On encouragera le recours à de nouvelles sources d'énergie en accélérant le développement des marchés pour les combustibles de remplacement pour les transports, y compris le gaz naturel, en faisant la promotion des véhicules fonctionnant avec des combustibles de substitution, et en soutenant la recherche et le développement.

• (1920)

Le député a tort de dire que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a réduit, pour l'année financière 1991-1992, le financement qu'il accorde aux programmes de rendement énergétique et d'énergie nouvelles. Le Budget des dépenses déposé récemment fait état de dépenses prévues de 34,7 millions de dollars, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année financière 1990-1991.

Le député critique le gouvernement relativement aux sommes que celui-ci consacre actuellement à ces programmes, mais il le fait de façon très sélective. Ainsi, il ne reconnaît pas qu'à toutes fins pratiques les compressions visant ces programmes découlaient de l'engagement pris par le gouvernement de faire disparaître les derniers vestiges du Programme énergétique national. Qui plus est, les sommes consacrées aux programmes de rendement énergétique et d'énergies nouvelles dans le cadre du PEN étaient subordonnées à un processus lourd et inefficace.

Au terme de quatre années et après que des millions de dollars eurent été dépensés, les contribuables n'avaient guère obtenu en retour de leur investissement.

Le gouvernement et notre ministère se sont engagés à appliquer le Plan vert et à faire en sorte que tous les Canadiens aient des chances d'emploi égales et qu'ils puissent jouir d'un environnement sain dans l'avenir.

[Français]

L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, je prends la parole ce soir sur un sujet d'importance primordiale pour les citoyens de la région de Montréal. J'aimerais soulever la question de la situation désastreuse de l'emploi et de l'économie à Montréal.

Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que je soulève la question de l'emploi dans la région de Montréal. Depuis le 25 février 1991, j'ai soulevé déjà cette question à plus de six reprises et j'attends encore ce soir des réponses satisfaisantes.

La réalité, monsieur le Président, c'est que le gouvernement conservateur a oublié Montréal. Le 10 décembre dernier, j'ai posé une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration au sujet de la situation déplorable de l'emploi au Québec. A cette époque, le Québec avait perdu 87 000 emplois en six mois seulement.

Le ministre, à cette époque, m'a répondu que des programmes d'emploi étaient disponibles au Québec et que ces programmes produiraient des résultats qui me donneraient satisfaction.

Malheureusement, monsieur le Président, encore ce soir, je dois avouer que je ne suis pas satisfait de l'effort du gouvernement conservateur pour créer des emplois dans la région de Montréal et c'est pourquoi j'ai soulevé cette question, encore une fois, le 18 mars dernier. Donc, monsieur le Président, regardons le résultat des initiatives de création d'emplois du gouvernement conservateur.

Aujourd'hui, à Montréal, un Montréalais sur quatre vit sous le seuil de la pauvreté. Le taux de chômage sur le territoire qui englobe la région de Montréal a atteint 15,1 p. 100 au mois de février, selon Statistique Canada.

Voilà, monsieur le Président, le bilan des politiques d'emploi de ce gouvernement conservateur et la raison pour laquelle je soulève ce sujet ce soir.

Aujourd'hui, la situation économique à Montréal est si déplorable que cette ville a le plus haut niveau de chômage de toutes les grandes villes du Canada. Pire encore, la situation ne fait que s'empirer et encore, nous n'avons pas de programme pour relancer l'économie de Montréal.

Dans un rapport rédigé par le groupe de consultants SECOR pour le gouvernement du Québec, on chiffre à 615 000 les personnes qui vivent dans des ménages pauvres dans la région de Montréal. Monsieur le Président, aujourd'hui, ce n'est pas acceptable.

Le 18 mars dernier, le ministre du Travail m'a dit que son gouvernement avait investi des millions de dollars durant les deux dernières années pour aider à relancer l'économie à Montréal.

Où est-il l'argent, donc? La situation économique n'a fait qu'empirer à Montréal. Dans le journal *La Presse* du 28 mars dernier, on nous dit que 60 p. 100 des assistés sociaux de Montréal sont inscrits depuis plus de deux ans à l'aide sociale.

Il faut conclure, monsieur le Président, que les initiatives de ce gouvernement n'ont aucun effet sur l'amélioration du niveau de vie des Montréalais. En effet, il est faux de dire cela, car les initiatives du gouvernement ont eu un effet. Elles ont précipité l'économie du Canada et en particulier celle de Montréal dans le marasme. Elles ont